

ÉCOLE

Le bilan des années Hollande

En 2012, le corps enseignant avait largement adhéré aux promesses du candidat PS. A l'heure de l'ultime rentrée du quinquennat, «Libération» dresse le bilan de quatre ans de politique éducative.

Par
MARIE PIQUEMAL

Cette rentrée scolaire ne ressemble pas aux autres. Le contexte d'abord. Ces derniers jours, le gouvernement n'a cessé de communiquer sur la «vigilance totale et extrême» face aux risques d'attentat dans les écoles, cibles potentielles des terroristes. Des exercices de confinement seront organisés dans chaque établissement d'ici les vacances de la Toussaint. Politiquement aussi, cette rentrée, la dernière du quinquennat, a une résonance particulière. Forcément, on regarde dans le rétroviseur. Les promesses faites, celles qui ont été réalisées: un peu, beaucoup, pas du tout. La jeunesse était l'une des priorités du candidat Hollande, qui avait promis de «mettre le paquet», à commencer par l'embauche

de 60 000 fonctionnaires dans une Education nationale décimée par les suppressions de postes réalisées par Sarkozy. Le corps enseignant avait adhéré, et massivement voté pour Hollande en 2012. «Une forme de confiance avait été rétablie. Il y avait un réel élan», dit Frédérique Rolet, la secrétaire générale du Snes-FSU (classé à gauche), le premier syndicat des enseignants du secondaire. Aujourd'hui, elle soupire alors que le gouvernement revendique un bilan historique: «C'est justement parce que nous avons confiance que la déception est grande.» Elle dresse un bilan sévère de l'action présidentielle: «J'emploie le mot de gâchis. Le diagnostic était bon pourtant. Mais ils sont allés trop vite, l'Education s'est retrouvée prisonnière de la communication politique.» Pour elle, la rupture est consommée depuis la réforme du collège, présentée au prin-

temps 2015 et qui entre en application à cette rentrée. Une journée de mobilisation est prévue le 8 septembre. «Une grève quelques jours après la rentrée, c'est un pari. Mais c'est surtout un signal fort adressé au gouvernement.»

Christian Chevalier, du syndicat SE-Unsa, qui a lui soutenu la réforme, s'interroge sur ce positionnement syndical: «On est sur des lignes de crête. La politique menée ces dernières années est largement positive. A nier les avancées sociales, ils vont vite se retrouver dans l'autre camp.»

A droite, les candidats à la primaire sont bien décidés à faire de l'école un thème central de la prochaine présidentielle. Pour parler d'éducation un peu, mais surtout d'identité nationale et d'autorité (lire page 5). L'opposition de gauche n'est pas en reste, Jean-Luc Mélenchon ayant déjà promis, en cas de victoire, d'abroger la réforme du collège. ◀